



APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

INSTALLATION TEMPORAIRE D'UN DISTRIBUTEUR D'ARTICLES DE NATATION (maillot, bonnet, lunettes...) AU SEIN DU CENTRE AQUATIQUE DE CHARLIEU-BELMONT COMMUNAUTE

CAHIER DES CHARGES

PREAMBULE

Charlieu-Belmont Communauté a ouvert un centre aquatique en septembre 2025 géré en régie par l'intercommunalité.

Il est composé d'un bassin sportif de 5 couloirs (25m x 12.5 m, de 1.80 m de profondeur), d'un bassin ludique de 130 m², un pentagliss intérieur, un espace bien-être avec sauna, hammam et douches sensorielles ainsi que des espaces extérieurs dont une plaine de jeux d'eau de 150 m². Les surfaces engazonnées s'étendent sur plus de 3 000 m². A titre d'information, la FMI de l'établissement est fixée à 430 personnes.

En vue de sa fréquentation, le centre aquatique souhaite mettre à disposition d'un exploitant son domaine public afin que les usagers aient accès à un point de vente d'articles de natation de piscine via un distributeur installé dans la zone d'accueil : emplacement déjà présent, prise de courant à proximité.

En application des articles L.2122-1-4 et L.2122-1-1 du code général de la propriété des personnes publiques, lorsque l'autorisation d'occuper le domaine public permet à son titulaire d'occuper ou d'utiliser le domaine public en vue d'une exploitation économique, et lorsque l'occupation ou l'utilisation autorisée est de courte durée, l'autorité compétente n'est tenue que de procéder à une publicité préalable à la délivrance du titre, de nature à permettre la manifestation d'un intérêt pertinent et à informer les candidats potentiels sur les conditions générales d'utilisation.

C'est à ce titre que Charlieu-Belmont Communauté lance un appel à manifestation d'intérêt en vue de désigner un exploitant de distributeur d'articles de natation.

Article 1 - Objet

Charlieu-Belmont Communauté souhaite étendre l'offre de services de son centre aquatique en permettant au public d'avoir accès à un point de vente d'articles de natation pouvant répondre à un oubli ou à un manque de matériel.

L'appel à manifestation d'intérêt vise à sélectionner une société de distributeur d'articles de natation.

Néanmoins, au regard de la qualité des projets qui seront soumis à candidature, Charlieu-Belmont Communauté se réserve le droit d'octroyer ou non l'emplacement.

Article 2 – Occupation temporaire du domaine public

L'emplacement se situe dans le hall d'accueil de l'entrée principale de l'établissement, dans un espace aménagé à proximité immédiate de la banque d'accueil.

L'emplacement s'étend sur une superficie d'environ 1 m²

Charlieu-Belmont Communauté mettra à disposition du prestataire un branchement électrique monophasé ainsi qu'un accès au réseau internet. En cas de défaillance du système et de nécessité, elle s'engage à faire intervenir les services compétents. Il ne saurait être considéré comme un préjudice pour le prestataire si les délais d'intervention ne lui permettaient pas d'exercer son activité.

L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public est accordée à titre nominatif. L'occupant ne pourra pas affecter l'espace attribué à une autre activité que celle prévue initialement, ni le céder, ni sous-louer à quelqu'un d'autre. Le droit d'occuper le domaine public auquel elle donne accès est précaire et révocable, Charlieu-Belmont Communauté se réservant le droit de contrôler l'occupation, au regard de l'autorisation qui lie l'occupant.

A l'issue de cette consultation, une convention d'autorisation temporaire d'occupation du domaine public sera signée par les deux parties.

Article 3 - Appel à candidatures

La structure de vente utilisée devra être en conformité avec les normes d'hygiène et de sécurité. Le porteur de projet veillera à prendre toutes les mesures relatives à la sobriété énergétique de son activité, Charlieu-Belmont Communauté n'autorisera que les structures et matériels indispensables à l'exploitation de l'activité.

Toute structure scellée au sol sera strictement prohibée. Le distributeur devra être implanté à l'endroit exact défini par la collectivité, de façon à ne faire courir aucun danger ou gêne aux usagers.

De même, l'exploitation de la structure de vente ne devra, en aucun cas, causer des nuisances aux utilisateurs des espaces publics.

Les articles suivants seront notamment proposés : lunettes de natation, serviettes, maillots de bain homme et femme respectant le règlement intérieur de l'établissement (pas de short de bain), bonnet de bain, brassards, couches aquatiques.

Article 4 - Durée

L'autorisation est accordée pour une durée de 3 ans ferme à compter de la signature de la convention d'occupation.

Article 5 - Obligations de d'exploitant

5.1 - L'exploitant s'engage à :

- ✓ Être immatriculé au registre du commerce et des sociétés ou au registre des métiers ou déclaré en tant que micro-entrepreneur,
- ✓ Être à jour de ses obligations sociales et fiscales,
- ✓ Fournir une assurance responsabilité civile couvrant l'installation faisant l'objet de l'autorisation d'occupation du domaine public en cours de validité et couvrant toute la période d'installation au centre aquatique,
- ✓ Veiller à l'approvisionnement régulier des produits qu'il propose à la vente,
- ✓ Proposer des produits accessibles au plus grand nombre,
- ✓ Assurer l'entretien régulier et la réparation rapide du distributeur (ou le changement) en cas d'anomalies constatées,
- ✓ Proposer parmi son système de vente la possibilité d'un paiement par carte bancaire,
- ✓ Occuper l'espace mis à disposition par Charlieu-Belmont Communauté, sans pouvoir exiger ni réaliser des travaux de quelque nature que ce soit,
- ✓ N'avoir dans les lieux, ni appareils bruyants, dangereux ou incommodants, ni produits explosifs ou inflammables,

En cas de détérioration et dégradation, Charlieu-Belmont Communauté fera procéder aux travaux de remise en état, aux frais exclusifs de l'occupant.

5.2- Contraintes environnementales et publicitaires

Le prestataire devra limiter l'impact de son activité dans l'environnement, en matière de production et de collecte de déchets.

Le prestataire veillera au bon fonctionnement de son matériel afin d'éviter toute forme de pollution et sécurisera son équipement. Charlieu-Belmont Communauté ne pourra être tenue responsable des accidents et des dégradations occasionnés par le prestataire.

Pour les supports de communication et éléments de signalétique, l'exploitant ne pourra apposer d'enseignes et pré-enseignes sur les parties communes qu'après accord de Charlieu-Belmont Communauté, qui validera préalablement les supports et matériaux.

Article 6 : Montant de la redevance d'occupation

Le prestataire se rémunérera sur les ventes réalisées.

En contrepartie du droit d'occupation qui lui est consenti, il devra s'acquitter :

- D'une redevance minimum de 10 % sur les ventes réalisées. Le prestataire devra posséder un système d'encaissement lui permettant d'enregistrer les ventes réalisées pour présenter un bilan financier à la collectivité. Des bilans de vente intermédiaires seront produits par trimestre.

Après chaque semestre, la redevance fera l'objet de l'émission d'un titre de recettes qui devra être payé sous 30 jours.

Le prestataire précisera dans son offre s'il propose un pourcentage redevance supérieur.

Article 7 : Contrôles – Sanctions - Résiliation

Charlieu-Belmont Communauté pourra procéder à tout moment à un contrôle de l'exploitant.

En cas de non-respect par l'exploitant de ses obligations, et si ce dernier ne se conforme pas aux remarques relevées par la collectivité, la résiliation du contrat pourra intervenir sans délai. Il ne sera dû aucune indemnité à l'exploitant à ce titre. L'exploitant devra retirer son matériel sous 72 heures, à ses frais, en dehors des horaires d'ouverture au public, et en présence d'un représentant de Charlieu-Belmont Communauté.

En cas de résiliation à la demande de l'exploitant en cours de contrat, une pénalité forfaitaire de 1 500 € sera dû à la collectivité ainsi que le pourcentage sur les ventes réalisées durant la période où l'exploitant était présent.

La collectivité pourra résilier la convention pour motif d'intérêt général. Elle en informera l'exploitant par courrier en LRAR, sans indemnité versée à l'exploitant.

Signature et cachet de l'entreprise

Précédé de la mention « lu et approuvé »